

Développer les relations entre PME lorraines et luxembourgeoises

A l'occasion de sa visite de travail au Luxembourg, le ministre français délégué au Commerce extérieur, François Loos, a animé hier une table ronde à laquelle ont assisté des entrepreneurs luxembourgeois et lorrains. Le thème de la matinée, organisée par l'association Avenir Industrie dans les locaux de la société luxembourgeoise Secalt du groupe Tractel, a porté sur la promotion des relations entre ces entreprises.

Après avoir félicité ses hôtes du jour, Mario Casado et Denis Pradon, respectivement directeur général et administrateur délégué de la société Secalt, de l'excellence des produits de levage et d'accès suspendus fabriqués au Grand-Duché et vendus dans le monde entier, le ministre français François Loos a souligné les avantages que pourrait avoir la création d'un eurodistrict sur la zone transfrontalière franco-luxembourgeoise.

Le ministre luxembourgeois du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, que M. Loos a rencontré avant-hier, a exprimé de grandes ambitions pour la zone d'activité d'Esch-Belval. Cette zone accueillera des entreprises du tertiaire, de la recherche et développement et des logements.

«M. Krecké s'est dit très intéressé par une zone transfrontalière», a expliqué le ministre français. «Mais il n'y a pas de véritable coordination entre le côté français et le côté luxembourgeois», a-t-il ajouté en suggérant la création d'un eurodistrict.

Même si le concept de l'eurodistrict n'est pas encore défini, eu égard aux différentes législations dans le domaine du travail, le ministre y voit un potentiel pour développer des relations entre les entre-

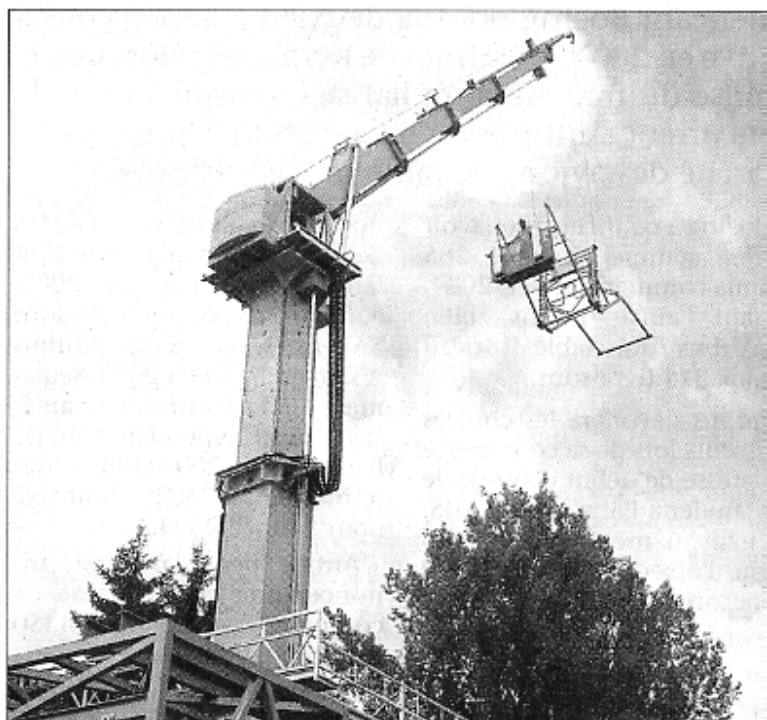
prises françaises, lorraines en particulier, et les entreprises luxembourgeoises. «Nous sommes prêts à y venir. Nous voulons faire des eurodistricts, mais il nous faut d'abord trouver comment coordonner cela.»

Les pôles de compétitivité, tel le PED des trois frontières, existants sont déjà transfrontaliers, car «les idées» qu'ils génèrent «n'ont pas de frontières», de même que «le domaine de compétitivité», a ajouté le ministre, en précisant qu'il existe des aides françaises intéressantes pour les entreprises luxembourgeoises qui participent à des recherches.

Soutenir l'exportation

Alain Nani, président de l'association d'entrepreneurs Avenir Industrie qui compte des membres français, luxembourgeois et belges, a souligné que certains adhérents ont créé des entreprises de droit luxembourgeois. «Nous sommes en relations avec les responsables de Belval», a-t-il précisé, et «nous sommes prêts à être le porteur français d'un projet pour Belval. Aurons-nous l'appui de l'Etat français?»

«Oui», a assuré François Loos, «mais pour faire quoi?» Il faut un projet bien ficelé et



François Loos, ministre français délégué au Commerce extérieur, a visité les installations du leader mondial du levage et de l'accès suspendus, la société Secalt à Luxembourg

(Source: SEC)

pour ce faire, il propose l'appui de l'agence française pour les investissements internationaux (AFII) ou l'agence française pour le développement international des entreprises (UBIFRANCE). «On peut leur demander de vous aider.»

Selon un sondage de la Sofres, 100.000 entreprises françaises font de l'exportation, sur un potentiel de 300.000. «Pourtant, nous disposons de tout un arsenal de mesures et d'événements pour aider au démarrage ou au développement de l'exportation», a déclaré le ministre.

Parmi les incitations françaises pour l'exportation, le crédit-impôt, entré en vigueur au 1^{er} janvier, est une subvention de 40.000 euros sur deux ans versée à chaque entreprise qui fait de l'exportation à

condition qu'elle crée au minimum un emploi. Cette somme est portée à 80.000 euros en cas de consortium. Cette aide financière s'applique aussi pour des exportations vers le Grand-Duché.

Outre le contrat-emploi export, un CDI sur une mission d'au moins une année. M. Loos a encore rappelé l'efficacité des VIE (volontaires internationaux en entreprise anciennement appelés coopérants, qui peuvent apporter à l'entreprise d'import-export toutes leurs compétences dans le prospect à l'étranger. Contrairement à la coopération qui obligeait d'embaucher des diplômés des grandes écoles, le VIE est ouvert à toute personne de moins de 28 ans.

Ludie Gross